



## **Tou-te-s en grève pour l'augmentation générale des salaires sans contrepartie, le retrait du "PACTE Ndiaye" et l'abrogation de la loi Macron-Borne sur les retraites !**

Le gouvernement voudrait nous faire tourner la page des retraites, mais l'opposition à sa réforme est toujours aussi large et populaire.

D'une part, sur **le dossier des retraites**, le gouvernement, qui est ultra minoritaire dans le pays, use de tous les artifices institutionnels antidémocratiques pour imposer sa contre-réforme et interdire qu'elle soit abrogée.

D'autre part, avec **le "PACTE"**, le ministère déploie une fausse revalorisation en deux volets, qui ne vise qu'à détruire le statut des enseignants.

- Le premier volet est la "revalorisation" dite « socle » (1,9 milliard). Malgré quelques annonces (augmentation du ratio de la hors-classe à 23 %, dé-contingentement de la Classe exceptionnelle, augmentation de l'ISAE représentant 96€ net par mois...), les mesures envisagées sous forme indemnitaire (non prise en compte pour le calcul des pensions) restent totalement insatisfaisantes sur les montants et les modalités. Bien loin des promesses de campagne de Macron de 10 % pour toutes et tous, pour la plupart des collègues, elles ne couvrent même pas l'inflation de la seule année 2022 (5,2%) !
- Le second volet (1,1 milliard, soit un gros tiers) n'est en rien une revalorisation, puisqu'il s'agit de missions individuelles supplémentaires sur la base du volontariat : heures de soutien au collègue au mépris du statut, « missions d'innovation pédagogique » et « missions d'accompagnement individualisé » d'élèves à besoin particulier... Ce « travailler plus pour gagner plus », alors que le temps de travail médian de 43h00 hebdomadaire n'est toujours pas reconnu et que toutes les tâches effectuées ne sont pas rémunérées, sera piloté par les directrices-eurs à qui l'on demandera de « manager » la mise en œuvre de ce Pacte.

Par la contractualisation, l'annualisation, le pilotage qui renforcent les pressions sur les personnels, la création de nouvelles hiérarchies intermédiaires, le pacte a pour objectif de détruire le statut et de diviser les collègues.

**Notre statut n'est pas un contrat ! C'est tout ce « Pacte » qui est inacceptable !  
Nous en exigeons le RETRAIT !**

Le PACTE va renforcer les inégalités :

- Entre le 1er et le 2nd degré et remettre en cause les statuts des uns et des autres
- Entre les hommes et les femmes, alors que les femmes enseignantes ont un salaire inférieur de 13 % à celui des hommes.
- Avec les personnes handicapées qui auront plus de difficultés à augmenter leur temps de travail. Le PACTE est une fausse solution pour pallier les manques de moyens et de personnels : absence de remplaçant-es en nombre suffisant, démantèlement des RASED !

Nos organisations syndicales revendiquent que le « PACTE » ne soit pas mis en place et réclament une augmentation du point d'indice, l'arrêt des fermetures des postes, des recrutements ainsi que des moyens adaptés et spécialisés pour la scolarisation des élèves en situation de handicap !

**Pour nos salaires, pour nos retraites, pour le statut,  
nous appelons l'ensemble des personnels de l'Education Nationale du département  
à être au rendez-vous de cette nouvelle journée de grève, mardi 6 juin !**

La majorité doit être entendue, la réforme des retraites doit être abrogée, le "PACTE" retiré et nos salaires augmentés sans contrepartie par une augmentation indiciaire au minimum supérieure à l'inflation !

Rappelons que rattraper les 25% de pouvoir d'achat perdu depuis 2000 coûterait 50 milliards d'euros, moins de 8 fois moins que les 413 milliards d'euros de la prochaine loi de programmation militaire qui doit être votée au parlement la semaine prochaine.

**L'ensemble de nos organisations syndicales départementales appellent les collègues à se réunir afin de préparer cette journée de mobilisation et à adopter des motions, prises de position réaffirmant nos revendications dans l'unité !**

**Elles appellent à la grève Mardi 6 juin 2023 pour l'abrogation de la loi Macron Borne contre nos retraites, le retrait du "PACTE" Ndiaye, l'augmentation générale des salaires !**

Créteil le 1<sup>er</sup> juin 2023